

Table des matières

Préface	9
Avertissement	17
Principales abréviations	19
Introduction générale	25

Partie I LA QUALIFICATION DE BIEN

Titre I La nature du bien

Chapitre 1. La nature économique du bien	49
Section 1. La valeur	50
I. Justification de la définition valoriste du bien	50
A. L'argument tiré du droit de l'exécution	50
B. L'argument tiré du droit fiscal	56
II. Implications de la définition valoriste du bien	61
A. L'hypothèse des « biens » à valeur vénale nulle ou négative	61
B. L'hypothèse des dettes	66
C. L'hypothèse des patrimoines communs	75
Section 2. La commercialité	79
I. Justification de la définition marchande des biens	80
A. L'argument tiré des théories économiques de la valeur vénale	80
B. L'argument tiré de la théorie juridique de la valeur vénale	87
II. Vérification de la définition marchande des biens	92
A. Les principes de l'évaluation	93
B. Les méthodes d'évaluation	94
Conclusion du chapitre 1	101
Chapitre 2. La nature juridique du bien	103
Section 1. La légalité	104
I. Le rôle du Souverain dans la qualification de bien	104
A. La reconnaissance des biens	104
B. La relativité de la notion de bien	107
II. Les limites à la qualification de bien	108
A. La personne	108
1. Le statut du corps, de ses éléments et produits	109

2. Le statut des attributs de la personnalité	133
B. Les choses communes et les biens publics	142
1. Les choses communes	143
2. Les biens publics	159
Section 2. La juridicité	168
I. La définition de la chose	168
A. Définition conceptuelle de la chose	168
B. Définition technique de la chose	171
II. La distinction de la chose et du bien	175
A. Critique de l'identité de la chose et du bien	176
B. Défense de l'identité du bien et du droit patrimonial	177
Conclusion du chapitre 2	181
Conclusion du titre I	182

Titre II

Le régime du bien

Chapitre 1. L'appartenance	187
Section 1. La relation d'appartenance : la titularité	187
I. La notion de titularité	188
A. Dissociation des biens et de la propriété	188
1. Exposé des présupposés	189
2. Réfutation des présupposés	192
B. Liaison des biens et de la titularité	198
1. Définition de la titularité	198
2. Autonomie de la titularité	204
II. L'apparence de titularité : la possession	209
A. Définition de la possession	209
1. Définition classique : une apparence de propriété	209
2. Définition suggérée : une apparence de titularité	213
B. Fonctions de la possession	218
1. Fonction probatoire	218
2. Fonction acquisitive	222
Section 2. La protection de l'appartenance : l'opposabilité	234
I. Le rattachement de l'opposabilité à la face externe des droits	235
A. La nature de l'opposabilité	235
B. Le retranchement de l'opposabilité de la face interne des droits réels	239
II. La mise en œuvre de l'opposabilité : la revendication	243
A. Les frontières de l'action en revendication	244
1. Revendication et responsabilité	246
2. Revendication et actions offertes au créancier	249
3. Revendication et restitution	249
B. Le domaine de l'action en revendication	251
1. Les litigants revendiquent la même qualité	251
2. Les litigants revendiquent des qualités différentes	258
Conclusion du chapitre 1	260

Chapitre 2. La maîtrise	263
Section 1. Le préalable à la maîtrise : la disponibilité	263
I. La disponibilité comme critère décisif du bien	264
A. Insuffisance de la seule condition de titularité	264
B. Pertinence du critère de disponibilité dans la qualification de bien	265
II. L'incidence de l'indisponibilité du droit patrimonial sur la qualification de bien	265
A. Définition du concept d'indisponibilité	267
B. L'indifférence de l'indisponibilité du bien sur sa qualification	272
1. L'indifférence de l'insaisissabilité en particulier	273
2. L'indifférence de l'indisponibilité en général	277
Section 2. L'exercice de la maîtrise : la disposition	281
I. Le rattachement de la disposition à la face externe des droits patrimoniaux	282
A. L'argument classique : l'acte de disposition, un acte de propriétaire	282
B. Réfutation de l'argument classique	284
II. La disposition des biens : l'exemple de l'usufruit	290
A. La nature juridique de l'usufruit	291
B. L'application au cas de l'usufruit des créances	294
Conclusion du chapitre 2	297
Conclusion du titre II	299
Conclusion de la partie I	301

Partie II LA CLASSIFICATION DES BIENS

Titre I Les figures classiques

Section préliminaire. La question des droits potestatifs	306
Chapitre 1. Les droits réels	315
Section 1. Définition des droits réels	316
I. La nature du droit réel	316
A. Exposé des thèses critiques	316
1. Interpénétration des droits réels et personnels	317
2. Similitudes des droits réels et personnels	318
B. Réfutation des thèses critiques	323
1. La question du sujet	323
2. La question de la nature obligationnelle des droits réels	325
3. La question de l'objet des droits	326
II. L'objet du droit réel : la chose	328
A. La jouissance des choses corporelles	328
B. La « choséité » questionnée	330
1. Les choses reconnues	330
2. Les choses non reconnues	343
Section 2. Typologie des droits réels	356
I. Les droits réels reconnus	357
A. Le droit de propriété	357
1. Un droit actuel à la jouissance des choses	357

2. Un arrière-droit à la jouissance des choses.....	371
B. Les droits d'usufruit et d'usage des choses corporelles.....	381
1. La nature des droits d'usufruit et d'usage des choses corporelles.....	381
2. La nature du quasi-usufruit.....	384
C. Les déclinaisons du droit de superficie.....	393
1. La superficie en droit privé.....	394
2. La superficie en droit public.....	397
II. Les droits réels déclassés.....	408
A. Les sûretés réelles.....	409
1. Les sûretés réelles proprement dites.....	409
2. Le droit de rétention.....	411
B. Les servitudes.....	414
C. Les concessions funéraires.....	421
Conclusion du chapitre 1.....	427
Chapitre 2. Les droits personnels.....	431
Section 1. La définition du droit personnel.....	432
I. La nature du droit personnel.....	432
A. Structure du droit personnel.....	432
B. L'objet et le contenu du droit personnel.....	433
II. La patrimonialité du droit personnel.....	435
A. L'appartenance du droit personnel.....	435
B. La disponibilité du droit personnel.....	436
Section 2. Le domaine des droits personnels : la question des droits sociaux.....	440
I. Réfutation de la nature réelle des droits sociaux.....	442
A. Confusion de l' <i>instrumentum</i> et du <i>negotium</i>	442
B. L'incorporation du droit dans le titre.....	444
II. Affirmation de la nature personnelle des droits sociaux.....	446
A. Aspect pécuniaire du droit social.....	447
B. Aspect politique du droit social.....	451
Conclusion du chapitre 2.....	454
Conclusion du titre I.....	456

Titre II

Les figures modernes

Chapitre 1. Les droits d'exploitation concédés.....	463
Section 1. Les droits d'exercice.....	465
I. Les licences.....	466
A. Définition des licences.....	466
B. Patrimonialité des licences.....	467
II. Les offices ministériels.....	473
A. Définition des offices ministériels.....	473
B. Patrimonialité des offices ministériels.....	473
Section 2. Les droits à produire.....	478
I. Les droits à produire disparus.....	479
A. Les quotas laitiers et betteraviers.....	479
B. Les palliatifs à leur suppression : les droits à paiement de base.....	482

II. Les droits à produire pleinement patrimoniaux.....	484
A. Les quotas d'émission de gaz à effet de serre (GES).....	484
B. Les certificats d'économie d'énergie (CEE).....	487
III. Les droits à produire faiblement patrimoniaux.....	489
A. Les autorisations de plantation et de replantation de vignes.....	489
B. Autres illustrations : les quotas de pêche et les unités de biodiversité.....	493
Conclusion du chapitre 1.....	496
Chapitre 2. Les droits d'exploitation conquis.....	497
Section 1. Les droits intellectuels.....	498
I. Le modèle propriétaire.....	499
A. L'avènement du modèle propriétaire.....	499
B. Actualité du modèle propriétaire.....	503
II. Le rejet du modèle propriétaire.....	507
A. La qualification écartée : le droit de propriété.....	507
B. La qualification retenue : le droit d'exploitation.....	511
Section 2. Les quasi-monopoles.....	518
I. Le droit sur l'information.....	518
A. Rejet de la thèse de la propriété.....	522
B. La thèse du quasi-monopole.....	525
1. L'exploitation d'une base de données.....	525
2. Le quasi-monopole sur l'information secrète.....	527
II. Le droit sur la clientèle.....	537
A. Réfutation des arguments contre la patrimonialité de la clientèle.....	539
B. Admission de la nature patrimoniale de la clientèle.....	544
Conclusion du chapitre 2.....	549
Conclusion du titre II.....	551
Conclusion de la partie II.....	553
Conclusion générale.....	557
Index alphabétique.....	561
Bibliographie.....	567